

OUVRIERS DE L'ÉTAT :

Des taux d'avancement insuffisants dans un contexte sous tension !

En cette période de préparation des CAPSO, l'ensemble des élus **FO Défense** participe aux pré-réunions CAPSO afin de rencontrer les chefs d'organismes et de préparer les travaux des commissions, qui se dérouleront entre fin mai et mi-juin.

La publication des droits à avancement 2026 intervient dans un contexte particulièrement préoccupant. Alors que la Loi de Programmation Militaire (LPM) fixe des objectifs ambitieux de remontée en puissance de nos armées, la réalité sur le terrain montre un décalage de plus en plus flagrant entre les annonces et les moyens humains réellement accordés.

Dans un environnement international marqué par des tensions majeures aux portes de l'Europe, notamment avec la guerre en Ukraine, et une instabilité persistante au Moyen-Orient, les armées françaises sont appelées à se rééquiper massivement et à assurer un maintien en condition opérationnelle (MCO) toujours plus exigeant. Cette montée en puissance repose directement sur les ouvriers de l'État, dont les savoir-faire sont indispensables à la disponibilité des matériels et à l'efficacité des forces.

Dans ce contexte stratégique, il est incompréhensible que les droits à avancement restent aussi faibles. Alors que les besoins augmentent, que les charges de travail s'intensifient et que les responsabilités s'alourdissent, les perspectives de carrière, elles, restent bloquées. Pour **FO Défense** cette contradiction fragilise directement la capacité des armées à remplir leurs missions.

L'administration est tentée de justifier cette situation par la faiblesse des assiettes de conditionnement. **FO Défense** tient à rappeler avec force que cette situation n'est pas le fruit du hasard. Elle est la conséquence directe de plusieurs décennies de non-recrutement d'Ouvriers de l'État et ce face au départ massif année après année. Ce manque d'anticipation et de gestion des effectifs ne peut aujourd'hui servir de prétexte à l'inaction. Bien au contraire, il devrait imposer une réaction forte et immédiate.

À cela s'ajoute une dégradation continue du pouvoir d'achat des agents. L'explosion du coût du carburant et, plus largement, des dépenses contraintes, pèse lourdement sur le quotidien de l'ensemble du personnel.

Pour **FO Défense**, travailler plus, dans un contexte de tension accrue, sans reconnaissance ni progression de carrière, n'est plus acceptable !

Limiter l'avancement dans ces conditions revient non seulement à nier l'engagement des personnels, mais aussi à affaiblir durablement l'attractivité et la fidélisation pourtant priorité de ce ministère.

FO Défense lance un message d'alerte clair : la situation ne peut plus durer. Une réaction rapide et à la hauteur des enjeux est indispensable.

FO Défense revendique et exige :

- une augmentation significative des taux d'avancement dès 2026 pour tous, avec une attention particulière aux passages en niveaux VI et VII, afin de renforcer l'attractivité et la fidélisation ;
- la reprise des recrutements externes d'Ouvriers de l'État et de TSO à minima à la hauteur des départs, afin d'en assurer le remplacement et la continuité des missions.

N'hésitez pas à contacter vos représentants **FO Défense** siégeant en CAPSO, qui restent vos interlocuteurs privilégiés en matière de suivi et de défense de vos dossiers d'avancement.

Paris, le 14 avril 2026

Syndiquez vous et rejoignez FO Défense !

